

*Le débat*

# LA NATION entre déconstruction ET ANESTHÉSIE

## Gil Delannoi

---

Directeur de recherche à la Fondation

nationale des Sciences politiques

auteur de *Sociologie de la Nation*,

1999 ; *Théories du Nationalisme*

(co-direction avec P.-A. Taguieff),

1993.

**E**n Europe l'idée de nation, en pratique comme en théorie, se trouve désormais entre la déconstruction et l'anesthésie. La déconstruction est le versant intellectuel de cette ten-

dance, l'anesthésie son versant politique. Je ne me prononce pas ici sur la nécessité de cette tendance, je ne me déclare ni pour ni contre cette norme diffuse ; ce qui m'intéresse, ce sont ses conditions, ses origines, ses formes, ses effets. Jusqu'à quel point doit-elle aller ? Faut-il la limiter ? Je pars du principe que le nationalisme est un mal. La nation, par contre, comme certaines autres formes politiques, n'est ni un bien ni mal en soi, mais selon l'usage qui en est fait. C'est pourquoi il faut peser les éléments dont nous disposons.

Faire un pronostic froid est difficile. Je laisse de côté la plupart des aspects bénéfiques ou inquiétants du postnational. Je m'interroge sur ses chances de réussite et ses risques d'échec. Une partie de l'objectif postnational est déjà atteinte en Europe. Après les désastres historiques européens, la volonté de parvenir à ce dépassement a été renforcée par la force tragique des choses. Cette volonté, depuis 1945 jusqu'en 1989, était pacifique entre nations belligérantes et épuisées, mais armée, en défense contre la militarisation outrancière du voisin soviétique. Jusqu'où le mouvement alors lancé ira-t-il ? Dans quelles conditions serait-il parachevé ou interrompu ?

Nous pouvons commencer par mettre en question le caractère irréversible de la tendance. Il n'est pas saugrenu de penser qu'une telle déconstruction doublée d'anesthésie pourrait être vaine à long terme, puisque le nationalisme reste aujourd'hui dans le monde un ressort politique mondial au moins aussi puissant que la démocratie, sinon plus. Cependant, quoi qu'il arrive, l'entreprise postnationale aura marqué l'Occident, et l'Europe plus encore.

Je veux d'abord examiner un genre intellectuel qui se prête au postnational : la déconstruction et le relativisme. Mais il n'est pas le seul, il existe d'autres genres du postnational, genres plus politiques, plus idéologiques au sens courant, parfois démocratiques ou religieux. Peut-être sont-ils plus massifs le cas échéant ; pourtant, le postnational européen s'inscrit dans un contexte intellectuel de déconstruction relativisante qui doit, en tant que tel, retenir notre attention. La déconstruction est un phénomène à la fois savant et idéologique. Il n'était pas écrit, après tout, que le *postnational* devait être aussi *postmoderne*. Qu'est-ce qui a réuni ces deux *posts* ? Et pourquoi l'Europe en priorité ?

## Déconstruction

La déconstruction, telle que je l'observe et la résume, n'appartient pas au domaine classique de la critique. J'associe la *critique* à un jugement relatif à des principes et à des résultats. L'attitude critique se méfie de l'emphase et de l'exagération, même si elle y tombe parfois. Elle se fonde sur des principes nouveaux. Elle est sceptique, observatrice. Elle peut aller jusqu'à la méfiance.

La *déconstruction* passe de la méfiance au soupçon. Elle insiste sur le caractère factice de toutes les constructions humaines, voire sur leur violence originelle. Elle ne critique pas souvent pour corriger ou remplacer : elle délégitime.

Nous saisissons ainsi, par comparaison, la différence entre l'*esprit critique* qui prend appui sur un principe pour en critiquer un autre ou critiquer une pratique, et l'*esprit de critique* qui tend au dénigrement généralisé. Ce dénigrement s'arrête toutefois avant le dénigrement du dénigreur. Au demeurant, quand cette modestie inattendue surgit à l'improviste, elle n'élimine pas les apories théoriques du procédé. Se mépriser soi-même n'empêche pas de mépriser le monde entier, bien au contraire.

Exemple d'esprit critique : utiliser le modèle athénien de la démocratie pour critiquer les démocraties modernes. C'est parfois judicieux, parfois obtus, mais cela relève de la critique. Ou encore : utiliser la notion de social-démocratie pour critiquer le capitalisme financier. L'esprit de critique, au contraire, trouve toujours matière à soupçon : le dernier mot de la démocratie antique est l'esclavage, pour ainsi dire. Comme si tous les régimes n'avaient pas pratiqué l'es-

clavage à cette époque, et les régimes démocratiques plutôt moins que les autres, ou moins sévèrement.

Le scepticisme classique était et reste la pointe théorique de l'esprit critique : il place l'exigence de vérité au-dessus du besoin de certitude. Il conduit à discuter, à scruter, à nuancer, à reprendre sans relâche la critique. Un scepticisme postmoderne qui a dissout la notion de vérité, au fond, se situe à l'opposé de cet état d'esprit. C'est pourquoi il engendre le relativisme plutôt que la relativité, et le décentrement plutôt que la pluralité. Car enfin, comment s'attaquerait-on au dogmatisme sans user de la notion de vérité ? La vulgate postmoderne ne donne pas la réponse. Manque-t-elle de moyens ? D'intérêt pour la question ?

La mode intellectuelle d'un relativisme déconstructeur mérite quelque attention critique. Ce n'est pas qu'il s'agisse de nier le relatif, ni les différences, mais justement de les connaître en tant que relation, d'en faire des portes que l'on franchit, et non des cloisons étanches entre les êtres, les principes et les discours.

Barbare, dit Lévi-Strauss, est celui qui croit qu'il existe des barbares. La conséquence de ce profond aphorisme n'est pas pour autant relativiste. Ce que laisse entendre Lévi-Strauss dans certaines pages de son œuvre. Il faut seulement ajouter que le jugement comparatif ne tourne pas toujours en faveur de l'Occident ni contre lui. Quant à la possibilité de comparer, au moins pour les sociétés historiques, les questions communes du bien et du mal, de l'ordre et du désordre, du pouvoir et de la dissidence, de la tradition et de l'innovation se retrouvent toujours, et bien que les réponses divergent grandement, il n'est pas impossible de trouver dans cet univers mental quelques bases plus invariantes que variables : par exemple, que la société ne peut être fondée sur la duplicité constante et le mensonge, que la loyauté et la parole donnée ont une valeur, que l'oppression des faibles révolte toujours une part de la société, que l'exigence heuristique de vérité ne peut être sacrifiée à tous les besoins collectifs de certitude, que la dignité humaine ne prend qu'un nombre limité de formes et l'indignité aussi.

Bref, si le barbare est intolérant et stupide, il semble que, parallèlement, poussée jusqu'au relativisme, la mise en équivalence de toutes choses, l'étanchéité proclamée de tout avec tout, représente une forme, sans doute plus subtile, de barbarie. Croire qu'on est le seul civilisé, c'est être barbare, remarque-t-on à juste titre. Mais comment qualifier le fait de croire que tout fait est civilisation et qu'aucune hiérarchie n'est possible, aucune nuance ? Le relativisme n'est peut-être pas barbare au sens premier du terme, mais étant a-critique, presque aphasique, il a comme terrible limite le même cercle autodestructeur que le scepticisme : le relativisme absolu se contredit lui-même, et d'ailleurs concrètement les relativistes vivants m'ont souvent paru moins nettement catégoriques en acte qu'en parole. Il est facile d'observer cet indice pratique de faiblesse

théorique. Il constitue même une manière de militer sans le dire. Sous l'épais édredon des soupçons se cachent quelques affirmations qu'on pourrait qualifier d'idéologiques, mais chut ! Quand le soupçonneur soupçonne, il a tôt fait de déconsidérer l'adversaire désigné, alors même que tout devrait équivaloir. Car peut-on préférer le relativisme au reste, en bon relativisme ? Peut-on défendre l'intolérance manifeste au nom d'une tolérance de principe ? Vieux cercle qui roule encore très bien. Un relativisme peut cacher quelques valeurs implicites et, plus encore, la soumission aux puissances du moment. Cet exemple de soumission n'est pas une nouveauté intellectuelle : sur ce point, nombre de post-modernes semblent être restés fort modernes, autant fascinés que leurs devanciers par la brutalité et la bêtise.

Qu'est-ce que le postmoderne ? Un cliché publicitaire pour intellectuels sans imagination ? En tous cas, le signe d'un manque. Ou bien un soulagement, un bricolage. Plus probablement une parodie, une diversion, le résultat d'une déconstruction. Le résultat est-il aléatoire ou bien orienté par une idéologie ?

Précision : ce que je propose est un archétype minimal et un archétype d'époque. C'est pourquoi je ne donnerai pas de noms, ne citerai quasiment pas de personnes ou d'œuvres. Tout auteur, toute œuvre peuvent être mesurés à un tel archétype. C'est le dosage qui varie, et non une appartenance de tout ou rien au *postmoderne*. Je m'inclus même, jusqu'à un certain point, dans la liste. Etant évidemment de mon temps, j'emprunte, de gré ou de force, des caractéristiques à mon époque. Et il m'arrive de pratiquer des analyses déconstructionnistes et postnationales. C'est très lucidement et sans contradiction. Deux choses suscitent en revanche mon interrogation critique : pourquoi ces dénominations négatives ou nulles, faites de *dé* ou de *post* ? Pourquoi cette incapacité à nommer une nouvelle forme d'analyse ? Ces mots reposant sur la négation et le postérieur sont encore, pour désigner une époque nouvelle, plus plats que l'était *Moyen âge* pour époque intermédiaire. Et pourquoi l'emphase et l'exagération ? Pourquoi un tel processus finit-il par se prendre lui-même comme fin, et non plus comme moyen critique parmi d'autres ?

Je m'intéresse ici à plusieurs *posts*. Faisons le tour des différents côtés du cadre. Après le capitaliste viendrait le postcapitaliste. Après la religion viendrait le postreligieux. Après le national viendrait le postnational. Mais après la démocratie ? Nous sommes en présence d'une case vide : quoi ? Le postdémocratique n'est pas annoncé.

Ou que serait-il ? Encore et toujours plus de démocratie ? Je crois l'entendre par moment. A d'autres, j'entends plutôt que la démocratie est un leurre infini. Le choix reste donc ouvert, mais il ne se conjugue guère avec *post*. La seule hypothèse qui postifie assez bien serait la *gouvernance* comme substitut au gou-

vernement, forme supposée en voie d'obsolescence. La question du plus ou du moins de démocratie y semble assez secondaire. Si l'écran de fumée de la gouvernance est bien visible, je ne sais exactement ce qu'il cache. La question mériterait une longue analyse. Sur notre sujet, admettons que la gouvernance est, dans presque tous les cas, postnationale.

Entre ces quatre instances, repérons les dynamismes et les antagonismes postmodernes. L'antagonisme entre la démocratie et la religion peut être fort mais il reste local. L'antagonisme entre le capitalisme et la nation est mondial et d'intensité moyenne. Le marché mondial affaiblit peut-être les nations, il ne les efface pas. Entre nation et démocratie, le schéma moderne établissait une convergence. Le schéma postmoderne la remplace par une contradiction de principe et de fait. Tout Etat, tout pays est aujourd'hui soumis aux forces divergentes du capitalisme, de la démocratie et de la nation, voire à celles d'un facteur religieux local. Sous une forme intégriste y aurait-il une nouvelle mondialisation en cours ?

Je me cantonne au cas européen : un surcroît de dynamisme économique, de tolérance religieuse et de démocratisation y est-il corrélé avec moins de nation ? L'analyse est-elle justifiée ? A-t-elle des causes repérables ?

## Anesthésie

J'appelle *anesthésie* un phénomène politique, économique et culturel. Comme toute anesthésie, celle-ci est locale et générale. L'anesthésie locale est européenne, liée à l'histoire récente puis à l'unification européenne. L'anesthésie générale est mondiale au sens économique et culturel, mais beaucoup moins au sens politique. Je me concentre sur un aspect local et européen.

La nation, rappelons-le sans fin, est l'entité la plus souple des entités en présence (démocratie, économie, religion). On y met presque tous les contenus possibles et contradictoires. Et c'est une des sources de vitalité, de continuité et de régénération du récipient national. La forme organique, communautaire, fraternelle, présente dans toute nation, absorbe dans sa fusion identitaire les contenus les plus divers, diversité qui se marque entre une nation et une autre, et même, jusqu'à un certain point, au sein d'une même nation.

Je laisse de côté cet infini de contenus et je me concentre sur la distinction formelle de plusieurs types de contenus : alors, je dois préciser de quelle nation il s'agit, de quelle dimension de la nation nous parlons. Est-elle dimension politique, culturelle, ethnique ? La distinction est importante. Une nation culturelle ne disparaît pas si facilement que cela sous l'effet d'une déconstruction intellectuelle ou d'un effacement politique. Cette dimension culturelle reste présente dans des nations politiques, par exemple en Suisse, entre alé-

maniques et romands, alors que les niveaux de décision politique lui sont supérieurs ou inférieurs en taille (fédéraux ou cantonaux). Au Québec elle existe entre Canadiens anglophones et Québécois. Quant à la nation ethnique, quand elle disparaît, c'est en suivant les tendances lentes de la démographie. Un tel processus échappe en partie aux objurgations de l'idéologie. Ces trois dimensions, je le rappelle, sont liées, confondues en partie, indissociables, mais différentes car pondérées très différemment selon les situations. On peut bien sûr politiser une ethnie, ethniciser une politique, se lancer dans un *Kulturkampf*...

Aujourd'hui c'est surtout la nation politique, la nation dans sa dimension politique, qui est l'objet d'une déconstruction intellectuelle : essayons d'en saisir les raisons, les arguments, les projections.

En pratique la déconstruction mène à une anesthésie. Mais c'est une facilité que de croire à cette suppression par anesthésie, à cet accouchement post-national sans douleur. Ce pari est hasardeux. La nation politique moderne ayant été, pour le meilleur et pour le pire, le berceau de la démocratie moderne, on peut douter qu'elle s'efface sous simple anesthésie, sans qu'une reconstruction démocratique de grande ampleur l'accompagne, la justifie et la rehausse.

Mais voyons ce qui remplacerait le schéma moderne dans cette nouvelle optique idéologique. A la nation ethnique, pour danger de racisme et de xénophobie, il faudrait substituer le métissage. A la nation culturelle substituer le multiculturalisme. A la nation politique il semblerait que l'effacement arrive fatalement, par hantise morale du nationalisme, par nécessité économique de globalisation, par compensation démographique du vieillissement des populations riches. Cette fatalité doit donc conduire à d'autres entités, mais ni l'empire ni la cité ne renaissent. Alors, ce qui semble fleurir, en tant que dépassement pour le moins paradoxal, c'est la fragmentation. Celle-ci est proliférante dans le monde, car le nombre des Etats-nations ne cesse de se multiplier de décennie en décennie. En Europe, le même mouvement provoque des autonomies régionales à l'ouest, de nouvelles nations politiques à l'est. Cette fragmentation plaît à ceux qui souhaitent affaiblir les Etats-nations en place, mais elle n'en est pas moins lourde de menaces nationalistes à petite échelle. Alors il n'existe en fait qu'une autre hypothèse, hors la fragmentation, et c'est l'agglutination confédérative, suivant l'exemple insigne et vaste de l'Union Européenne. Mais celui-ci, pour l'heure, est aussi isolé que splendide.

### **Retour à la source : une ironie de l'histoire**

Je ne m'appesantis pas sur ces doutes. Pour mieux y revenir, je remonte à la source historique principale. Il est nécessaire de refaire le chemin historique et mental qui a mené au diagnostic postmoderne désormais répandu. En refaisant

ce chemin, je rencontre des causes, fonctions ou conditions favorables : historiques, politiques, économiques, idéologiques et morales.

Le fond du problème est la gigantesque ironie historique qui a percuté presque sarcastiquement le début du xx<sup>e</sup> siècle. Au moment, en effet, où les empires croulaient, au moment où les grands Etats-nations modernes, civilisés et impériaux, les plus anciens et les plus puissants se renforçaient – la France et l'Angleterre au premier chef, mais aussi l'Allemagne en cours, voire le Japon en éveil –, au moment où la forme impériale plurinationale s'épuisait en face d'eux, au moment où leur démocratisation paraissait irréversible, en ce moment même, une guerre fratricide (ou de proximité si l'on préfère) les dresse moralement les uns contre les autres. Victoire à la Pyrrhus pour les vainqueurs, défaite morale pour tous, la Première guerre mondiale fait surgir l'autodestruction au cœur de la civilisation dite supérieure. Au début du xx<sup>e</sup> siècle, moment même où la forme nationale s'affirme définitivement après plus d'un siècle de développement, alors même qu'elle liquide des empires dans lesquels les nationalismes vont proliférer à son imitation, se produit l'explosion du national en son centre européen et à sa dissémination à la périphérie. Le wilsonisme accentue le nationalisme en voulant le résoudre. Moralement et matériellement, les plus atteints sont la France et l'Allemagne, et à travers eux les tendances lourdes de l'idéologie courante européenne : les Lumières et le Romantisme. Ces tendances survivront, mais non sans dommages. La cause directe de la guerre fut une Allemagne inachevée, ni assez politique, ni assez démocratique. Mais les causes les plus vastes dépassent évidemment son seul cas. Même l'Angleterre sort affaiblie comme empire, au profit de nations lointaines qui restaient jusqu'alors marginales : Etats-Unis, Japon. Et il faut ajouter là-dessus l'inconnu prodigieux d'un régime soviétique prétendant faire table rase. La Russie, pays trop peu développé pour réussir ce tour de force, n'avait aucune chance si l'on prend Marx à la lettre, mais le léninisme proposait sa théorie de rechange. Cette dernière mêle d'ailleurs habilement dans sa propagande l'exaltation patriotique nationale et le dépassement internationaliste, mais non pas postnational, – nuance d'importance.

Pour l'Europe de 1914, on peut parler d'un suicide politique et culturel équivalent à la guerre du Péloponnèse dans le monde grec. Les Etats-Unis seraient-ils, seront-ils la nouvelle Rome de ce remake ? En dépit de quelques hésitations, ils ont voulu l'être, ils l'ont été dans la guerre froide. Veulent-ils l'être encore, peuvent-ils ? Qu'importe, le suicide européen n'était encore qu'un demi suicide, car cette expression étrange et voisine de l'absurde convient assez bien en politique. Il y eut quelque chose de mort. La confiance passée ne reviendra pas avant longtemps. Faut-il préciser : suicide lent mais irréversible ? L'avenir

est entr'ouvert. Je me borne à constater ici les effets différés, indigestes, les fermentations nihilistes de ce coup funeste porté à l'Europe contre elle-même.

Pourtant si le nationalisme fut bien sans précédent, le chauvinisme (du soldat Chauvin éponyme) n'était pas la preuve d'une corruption inéluctable de l'idée de nation. Au moins parce que l'Allemagne était une nation politique récente, incertaine et encore peu démocratique. La France, l'Angleterre étaient de véritables démocraties, néanmoins inachevées sur de nombreux points. Il y a de la partialité à qualifier la Première guerre mondiale de guerre purement nationaliste. Ce conflit était tout autant la guerre d'empires finissants, et surtout, le résultat grandeur mondiale de guerres impérialistes ouvertes ou larvées menées depuis plusieurs décennies par des nations qui avaient des possessions et des ambitions impériales et coloniales, bref, des nations plus impériales que démocratiques. De là vient la mondialisation de la guerre. Dans une guerre strictement nationaliste, la France aurait été l'agresseur, pour cause d'Alsace-Lorraine, et le conflit ne se serait pas internationalisé aussi rapidement. La dimension nationale est évidente, mais la réduction de la guerre aux seuls nationalismes est une simplification. D'ailleurs, si tous ces nationalismes étaient équivalents, pourquoi les Etats-Unis seraient-ils intervenus ? Sans reprendre mot pour mot les thèses de Clemenceau qui font la part trop belle à la coalition des vainqueurs, on ne doit pas non plus les balayer complètement. La conception française, dans son esprit, permettait peut-être un règlement pacifique par le suffrage universel, pour les Alsaciens au début du siècle, comme ce sera le cas pour les Sarrois quelques décennies plus tard. Au lieu d'une possible et pacifique transaction fondée sur la liberté démocratique de choisir son destin, il y eut une boucherie au nom d'un grand principe, la liberté, et d'une grande réalité, la nation. Les effets désastreux sont nombreux : crise morale européenne, deuil inconsolable, populations décimées (pour les conscrits), esthétique de la mort.

La suite de cette histoire mérite également quelques questions. Le deuxième épisode de cette tragédie, le racisme allemand, a d'abord été compris comme une rupture. Le totalitarisme hitlérien était inouï, ayant pour seul rival le régime psychopathologique du « petit père des peuples ». Aujourd'hui on a insensiblement inversé cette perspective, on ne voit plus que la continuité entre les deux guerres. Nation mène à nationalisme qui mène à racisme. La Première guerre est dégermanisée, la seconde racisée. Le racisme nazi est sans aucun doute un trait fascinant et capital. N'oublions jamais néanmoins qu'il n'avait pas été perçu comme principal ressort du conflit par les contemporains, fussent-ils agresseurs ou victimes. Aujourd'hui, si l'Angleterre a gardé un nationalisme plus serein, c'est parce qu'elle n'a pas été compromise avec ce racisme. Les nations

continentales sont désacralisées : l'Allemagne par Hitler, l'Italie par Mussolini, l'Espagne par Franco, la France par Vichy. La France est le cas le plus tangent, puisqu'elle fut vaincue et vainqueur, et à la longue cette situation claire obscure prête encore plus au soupçon. Il n'y a pas de nations sans crimes, mais le crime ne saurait à lui seul définir une nation afin de la disqualifier : la famine des Irlandais contrôlée par l'Angleterre, l'extermination « humanitaire » (le mot est de Tocqueville) des Indiens aux Etats-Unis...

Quelle fut l'une des conclusions politiques tirées de ces événements ? On a souhaité qu'un dépassement de la nation soit fondé sur le souvenir de ces horreurs. Cette ambition aussi vitale que légitime ne doit pas cependant devenir une passion simplificatrice, ni une recette miracle. Aucune méthode n'est gagnante à tout coup. Et que dire, si elle est mal pensée, mal organisée ? Fonder la paix sur la fin des nationalismes et sous la menace soviétique n'est pas équivalent à troquer des nations imparfaitement démocratiques pour des structures politiques nationales aristocratiques. Je dis « aristocratiques » par bienveillance, au sens antique. Les opposants à l'Unification ont quelques arguments qui les conduisent à utiliser les termes « oligarchiques » ou « technocratiques ».

### Futur indécis

Que cela plaise ou non, il faut mesurer les obstacles présents au dépassement de la nation *politique*. La dimension nationale culturelle a été un lien important entre démocratie libérale et nation politique. On ne peut simplement abandonner ce lien, il faudrait le remplacer. Qu'il suffise, parmi bien d'autres problèmes, de mentionner à quel point l'utilisation d'une langue commune facilite la pratique de la démocratie.

L'idéologie postnationale, de plus, paraît contradictoire, en pensée comme en pratique, chez ses mentors comme ses adeptes. Il semble, en effet, demeurer, à l'ère du postnational, des nationalismes tolérables et d'autres qui le sont moins, étant négligeables ou méprisables. Comment expliquer cela ? La vulgate postnationale marque des préférences qui sont difficiles à justifier en théorie. Le nationalisme des faibles et des pauvres, pour cause de décolonisation, de fragmentation post impériales, est admis, comme étape nécessaire ou comme fin en soi. On l'autorise à fragmenter des Etats-nations existants. En revanche, le nationalisme des forts et des riches paraît insupportable, à contre-courant, presque une insulte à l'histoire en cours. Pour preuve, la condescendance envers l'autonomisme québécois, surtout de la part des Français. On croyait pourtant que certains postmodernes avaient renoncé à tous les grands récits.

Le *peuple* est désormais « en question ». Le militant postmoderne, quand il n'a pas complètement rompu avec la catégorie moderne de peuple, reconnaît

encore le populaire quand le peuple pense comme lui, mais le qualifie de populiste s'il a des vœux différents des siens. Cette passion idéologique est confortée par la propension de certaines sciences sociales à utiliser la rhétorique de l'accusation contre les dominants, et la rhétorique de l'excuse en faveur des dominés. Un même sociologue me dit que le non français au référendum du printemps 2005 s'explique par la xénophobie des Français et la crise des banlieues de l'automne par le chômage. Comme si les arguments économiques et culturels n'étaient pas valables dans les deux cas... Comme si la situation économique n'avait pas également pesé sur la question européenne et la situation culturelle sur les troubles des banlieues.

Au fond, tout cela ne serait-il qu'agitation superficielle sur les mouvements de fond de l'économie mondiale ? Mais la mondialisation du marché est, en fait, commencée depuis longtemps. Est-elle vraiment postnationale inévitablement ? La globalisation en tant que marché mondialisé paraît être, au contraire, une donnée exploitée par certaines nations en Asie. Elle n'est donc pas contraire à une stratégie nationale.

En revanche, dans la globalisation accrue le chemin de l'unification européenne devient plus sinueux. Avant 1940, chez ses premiers concepteurs, l'Unification Européenne se fait par l'économie puis, après 1945, contre l'enfermement national. Et la raison économique persiste sous la réconciliation, elle en est même l'instrument. La raison économique chez les premiers fondateurs, c'était de ne pas subir une seconde crise de 1929 et d'éviter aussi le communisme, et donc d'avoir un marché soutenu par l'Etat et par la concurrence. La donnée politique et morale ne devient antiraciste et postnationale qu'après 1945. Encore n'est-ce à l'époque qu'une finalité de plus. Produire en commun évitera les conflits. Mais le marché européen, depuis 1990, est lui-même débordé par la globalisation économique mondiale. L'Europe doit-elle être un bloc protectionniste perdant ou un acteur mondialisé continental et dérégulateur ? Géant économique, elle le restera longtemps, mais le demeurera-t-elle seulement par son obésité, ou aussi par son agilité ?

National ne signifie pas toujours homogénéité culturelle. Allons plus loin : dans sa dimension spécifique la nation culturelle résiste aux unifications politiques, économiques, religieuses et autres. Et en Europe le poids des langues accentue cette résistance. Une seule nation politique suisse fédérale abrite plusieurs nations culturelles. Les croisements y sont multiples : identités culturelles cantonales, identités politiques locales, religions diverses, et cela après quelques siècles de confédération.

Pour l'Union Européenne une évolution de type suisse est plus crédible que le modèle américain. Les Etats-Unis étaient une colonie de peuplement

puis sont devenus nation d'immigration. Il y avait deux nations et demie à la formation des Etats-Unis : une nation indienne (supprimée avec humanité), une nation européenne fondatrice (à dominante Wasp), une demi-nation noire, privée de dimension politique et culturelle, nation seulement ethnique et entièrement opprimée, qui s'est créée lentement une culture particulière, musicale par exemple. Plusieurs Etats fondateurs et une seule nation dominante, cela ne fait pas un modèle pour l'Union Européenne.

Comment construire aujourd'hui ? Comment penser une construction en cours ? On constate dans de nombreux discours savants l'existence d'un principe qui, par refus justifié de l'essentialisme culturel, commence par la reconnaissance de la différence et finit par l'établissement d'un relativisme différentialiste. Le premier pas est bon, le second hasardeux. Les Droits de l'Homme sont vus, par exemple, comme occidentaux plus que transnationaux. En effet, tout a une origine. Mais rien ne s'y réduit. Par quel mirage de la généalogie ceux-là mêmes qui refusent l'ethnisme des origines renvoient les créations sociales à leurs origines culturelles

Comprenez qui pourra.

Si la différence culturelle ou le respect de « l'autre » justifient que des cultures extra occidentales refusent les Droits de l'homme pour des raisons culturelles ou religieuses, alors pourquoi ces cultures ne refusent-elles pas la physique nucléaire, activité historiquement occidentale, à l'origine ?

Bien entendu, la physique nucléaire n'est pas plus occidentale que les Droits de l'homme. Fallait-il réserver l'usage de l'imprimerie aux Chinois ? Constater que toute institution est invention ne signifie pas qu'une invention procède ex nihilo. Le thème intellectuel, désormais ordinaire, de *l'invention* ne cesse de jouer sur le fait que les créations historiques sont artificielles, flottantes et redoublées par des discours. Qu'est-ce qui ne le serait pas dans l'histoire ? On se le demande. Les nations ont été inventées, et bien évidemment les récits, les mythes fondateurs les ont créées et recrées. La démocratie et le capitalisme n'ont-ils pas été inventés ? Donc : soit « invention » est une banalité et il faut la comprendre au sens de création sociale-historique (au sens de Castoriadis). On ne crée pas à partir de rien, mais on imagine et organise le nouveau. Soit la signification du mot « invention » est tromperie, mensonge. Mais dans ce cas une falsification doit être prouvée. L'existence de la Belgique n'est pas exactement du même ordre de fiction que la Donation de Constantin.

Et, dès lors, pourquoi épargner la religion, en cas de déconstruction ? Il y a là une timidité fréquente et inexplicquée chez les déconstructeurs. Invention, admettons-le, signifie création à un moment historique puis fiction entretenue. Or la fiction fait partie de la réalité. Un boulet de canon fait souvent moins

de morts qu'une idée, remarquait Joubert. L'imaginaire et le symbolique sont inévitables dans les phénomènes sociaux. Ils permettent de nommer le changement, entre tradition et innovation, de le situer dans une histoire, non pas déterminée ni providentielle, mais ouverte. Enfin, dans un autre registre de l'action, fiction pour fiction, je préfère celle de Churchill à celle de Hitler. Tous les idéaux humains créent des horizons en partie fictifs. L'horizon n'est d'ailleurs qu'une limite fictive dépendant d'une relation entre un référentiel et un sujet en mouvement.

Nous voici arrivés dans l'arène des *idéologies* contemporaines. Deux dangers ou deux utopies asymétriques emplissent les journaux, les arrières-pensées, les modes : le métissage universel et le nettoyage ethnique. Ces deux « idéaux » traduisent une préoccupation pour l'ethnie. Dans ce gouffre aux parois utopiques, la nation cristallise les ressentiments. Ceux des nationalistes sont bien connus. Ceux des antinationalistes méritent aussi une mention, car le ressentiment y est plus subtil : il consiste à croire que le locuteur est bon parce qu'il dénonce un mal. Hélas, le fait qu'un projet soit postnational ne lui confère pas, par simple déclaration, une vertu irréfragable. Nous retrouvons là le moralisme qui dénonce, la morale qui agit ou croit agir. Exemple des incohérences de cette tendance morale : on reprochera à la fois à la nation d'accueil de pas intégrer mais en considérant, par ailleurs, que cette idée est hautement suspecte et intolérante, que la plupart des intégrations constatées ne respectent pas les différences dignes d'être préservées. L'exercice d'équilibriste devient donc singulièrement difficile à réussir. Le thème postnational donne-t-il la réponse à la question qui suit : aujourd'hui, au moins à titre provisoire, si la nation n'est plus légitime, dans quoi s'intégrer ? Comment intégrer un individu ou un groupe dans le cadre d'une solidarité et d'une politique nationale si l'on déconstruit au même moment ce cadre en proclamant qu'il est intellectuellement dépassé ?

Cette déconstruction à froid ou à chaud, sous anesthésique ou à l'emporte-pièce, est un peu dérisoire, assez superflue, et surtout contreproductive pour toutes les formes non nationales. Le thème postnational, s'il n'est que factuel, se bornera à constater la disparition des nations. S'il est normatif, on peut craindre qu'en procédant par déconstruction plutôt que par construction, par contournement plutôt que par ajustement, il ne finisse par produire les effets inverses de ceux que souhaitent ses partisans et, plus généralement, tous ceux qui refusent le nationalisme.

Tous les exemples confédératifs prouvent au contraire que les deux niveaux se renforcent mutuellement et qu'il n'est pas nécessaire de déconstruire le rez-de-chaussée pour bâtir un étage. L'inverse serait même plus probable. Les Etats n'ont pas perdu toute signification depuis la fédération des Etats-Unis. En

Suisse le patriotisme se dédouble : le drapeau de la confédération côtoie partout celui du canton.

On ne fait pas un puzzle sans considérer avec attention ses pièces, sans les manier avec précaution. La pièce ne disparaît dans le puzzle, elle y acquiert une seconde signification. Bien sûr, on pourrait toujours revenir à l'arbitraire du découpage initial et le signaler en accusateur. Est-ce la bonne manière de s'y prendre ?

L'Europe unifiée et diversifiée dans une entité nouvelle n'est pas une utopie. C'est, sinon une nécessité, au moins une possibilité. Mais l'Europe concentrée sur le postnational plutôt que sur le plurinational est probablement une utopie à moyen terme. Outre un manque de réalisme et d'efficacité, je décèle dans cette vision un reste d'arrogance. L'arrogance sait se couvrir de modestie. On a l'impression que ce rêve n'arrive pas à se placer au bon endroit entre modestie et arrogance. Hanté par la honte du passé récent, il reste rongé par le souci de donner l'exemple. On pourrait imaginer une Europe qui s'efforce de bien faire en souhaitant que, dans l'hypothèse d'une réussite, son exemple parlera de lui-même. On assiste au contraire à un assaut de vertus, à usage interne et externe. Le *softpower* est devenu le nouveau modèle. Pourquoi vouloir étonner le monde une fois de plus ?

Faire une douce révolution mentale contre le relativisme et la déconstruction me paraît être la condition initiale de toute véritable chance de fédérer une entité politique comme l'Europe. Mais peut-être certains postmodernes désirent-ils sans vraiment vouloir, et se servent-ils d'un principe postnational comme d'une arme plutôt que comme d'un outil ?